

OTTAWA,
le 15 décembre 1985

Avant-propos

Le gouvernement a décidé en septembre que le Canada devrait examiner sérieusement avec les États-Unis l'ampleur et les chances de succès de négociations commerciales globales avec ce pays, tout en poursuivant ses efforts pour entamer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

La Déclaration de Québec sur le commerce confiait au ministre du Commerce extérieur le mandat de "recenser toutes les possibilités de réduire et d'éliminer les barrières commerciales existantes" entre le Canada et les États-Unis. Depuis mars, nous cherchons à nous acquitter de ce mandat en effectuant de nombreuses consultations, en examinant une vaste gamme de questions de politique et en rencontrant nos homologues américains.

Les consultations tenues d'un bout à l'autre du pays, ainsi qu'avec les organismes d'affaires et les provinces, ont fait ressortir une insatisfaction générale au sujet de la situation actuelle. On estime que l'incertitude concernant l'accès au marché américain est un élément clé de la performance économique du Canada. Ces opinions sont fortement enracinées, malgré une balance des paiements qui favorise nettement le Canada. Cette balance des paiements excédentaires est dans une large mesure équilibrée par le déficit dans le commerce des services et les mouvements de capitaux. En fait, les succès mêmes que nous remportons sur le marché américain ont rendu un plus grand nombre de firmes canadiennes conscientes de notre vulnérabilité face au protectionnisme américain. En même temps, un nombre croissant d'entreprises ont confiance en leur capacité de lutter sur le grand marché nord-américain, mais s'estiment menacées par la montée du protectionnisme aux États-Unis.

Vous trouverez dans les pages suivantes une série de documents de base qui aident à comprendre la décision du gouvernement. En plus des documents qui ont déjà été rendus publics sous une forme ou une autre (comme les recommandations du Comité spécial parlementaire sur les relations internationales, les conclusions et les recommandations de la Commission royale sur l'économie et les perspectives de développement du Canada (Commission Macdonald) et les rapports du Ministre du Commerce extérieur Kelleher et le Représentant au Commerce des États-Unis, Clayton Yeutter), la série en question comprend des rapports sur les consultations menées par le ministre du